

---

## « Assumer la responsabilité européenne »

Isabelle Bourgeois

---



### Édition électronique

URL : <http://rea.revues.org/4351>  
ISBN : 978-2-8218-1136-2  
ISSN : 1965-0787

Éditeur  
CIRAC

### Édition imprimée

Date de publication : 16 décembre 2011  
Pagination : 3-4  
ISSN : 1156-8992

### Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Assumer la responsabilité européenne », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 103 | décembre 2011, mis en ligne le 20 décembre 2011, consulté le 04 octobre 2016. URL : <http://rea.revues.org/4351>

---

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

## « Assumer la responsabilité européenne »

C'est sous ce titre qu'est paru, le 9 novembre, le rapport annuel du Conseil des Sages. Alors que la zone Euro est « prise dans un cercle vicieux de crises de la dette souveraine et du système bancaire », l'économie allemande présente par contraste une santé étonnamment solide. A la mi-2011, son PIB a retrouvé le niveau d'avant la crise de la finance mondiale. Sur l'ensemble de l'année, sa croissance devrait atteindre 3 %, et avec moins de 3 millions de chômeurs – soit un taux de chômage (données administratives) de 7,1 % seulement –, son marché du travail rester l'un des plus stables de la zone Euro. Mais ce dynamisme commence à fléchir sous l'effet du recul de la demande mondiale et européenne, et en 2012, le PIB ne devrait plus croître que de 0,9 %, ce qui, après la phase de rapide rattrapage, « signifie un retour à la normalité ».

C'est là le scénario optimiste, fondé sur la confiance dans la capacité des responsables européens à endiguer la crise de la dette, et sur le constat de la compétitivité structurelle foncière de l'économie allemande. Mais l'évolution du contexte est difficile à prévoir. Selon l'impact qu'aura la crise de la dette souveraine de la zone Euro sur le marché mondial, le PIB allemand pourrait ne croître que de 0,4 %, voire chuter de 0,5 %. La Bundesbank, dans son dernier rapport mensuel, craint elle aussi que la crise de la dette tasse la compétitivité européenne et se répercute dans les autres régions du monde, ce qui ralentirait l'activité en Allemagne. Mais elle souligne que, actuellement, « les doutes quant à la capacité de la politique économique et financière nationale à résoudre les problèmes masquent des fondamentaux et des conditions-cadre qui sont somme toute favorables ». Pour l'heure, l'inflation recule, l'environnement monétaire est porteur, et la demande des économies émergentes reste toujours aussi dynamique.

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2011, le PIB allemand a enregistré une croissance de 0,5 % par rapport au deuxième, ou de 3,0 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2010 (Destatis). Pour la première fois, celle-ci est imputable essentiellement à la demande intérieure : aussi bien la consommation (ménages : +0,8 %, dépenses publiques : +0,6 %) que les investissements d'équipement des entreprises étaient en hausse par rapport à avril-juin. Quant aux exportations, malgré une excellente tenue (+2,5 %), elles n'ont guère contribué à la croissance, les importations ayant augmenté de 2,6 %. En un an toutefois, les ventes ont crû de 10,1 % (les importations de 5,9 %). Et d'ici la fin 2011, annonce fièrement la Fédération du Commerce extérieur (BGA), leur valeur nominale devrait atteindre 1 075 milliards €. L'excédent commercial ne sera que de 156 milliards € du fait de la forte dynamique des importations. Le secteur le plus confiant est celui des biens d'investissement que tire la forte demande des économies émergentes.

Reste « l'épée de Damoclès » qu'est la crise de la dette et le risque qu'elle se répercute sur l'économie réelle « via la courroie de transmission d'une contraction du crédit », comme le formule le président de la BGA, Anton F. Börner. Or cette crainte ne concerne guère les entreprises du *Mittelstand* : au 2<sup>e</sup> trimestre, les prêts accordés par les *Sparkassen*, leur partenaire traditionnel, avaient augmenté de plus de 13 % en un an, selon leur fédération DSGV. Une pratique plus restrictive du crédit bancaire affecte en revanche les grands groupes mondialisés qui se financent notamment auprès des grandes banques commerciales.

Cette distinction entre grandes sociétés et PME (qui constituent plus de 99 % des entreprises allemandes) se manifeste également dans le moral des affaires, comme le révèle le *KfW-ifo-Mittelstandsbarometer* de novembre : ce sont les plus grandes et les plus tributaires de la demande mondiale qui se montrent pessimistes. Le *Mittelstand*, lui, semble « avoir des nerfs d'acier » ; c'est en effet exclusivement sur l'optimisme des PME que repose le rebond de l'indice ifo du même mois. Cet écart dans l'appréciation de la situation actuelle comme des perspectives confirme que « le tassement conjoncturel est imputable essentiellement à des facteurs extérieurs, à savoir mondiaux et européens », conclut la KfW.

« Retour à la normalité » en Allemagne

Incertitudes quant à l'évolution du contexte

Une croissance tirée par la demande intérieure

Pas de *credit crunch* dans le *Mittelstand*

Les PME ont le moral

**Industrie : retour au niveau d'avant la récession**

S'il est une branche confiante dans l'avenir proche, c'est la machine-outil : selon sa fédération (VDW), au 3<sup>e</sup> trimestre, les entrées de commandes étaient en hausse de 29 % par rapport à 2010, et le taux d'utilisation des capacités atteignait 95,5 % en octobre. Plus généralement, au 3<sup>e</sup> trimestre 2011, la production manufacturière a accéléré son rattrapage, l'activité augmentant de 8,5 % en un an (Destatis), et elle a renoué avec le niveau d'avant la récession. Le BTP est resté à la traîne (+0,8 %), l'investissement public dans ce secteur ayant reculé. Quant aux services, ils ont été globalement dynamiques, particulièrement les services aux entreprises (+2,9 %), suivis du commerce, de l'hôtellerie et des transports (+2,8 %).

**Bonne tenue de la consommation des ménages**

Avec +1,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre, les dépenses des ménages restent orientées à la hausse, et ce pour le 5<sup>e</sup> trimestre consécutif. Il est vrai que les salaires réels ont augmenté de 3,2 %, et les revenus disponibles de 3,1 %. Les entreprises embauchant (495 000 emplois de plus en un an, essentiellement des emplois soumis à cotisations sociales), le chômage poursuivant sa baisse (2,713 millions de chômeurs en novembre selon l'Agence de Nuremberg), les ménages consomment. L'indice GfK de novembre montre qu'ils sont d'autant plus enclins à acheter des biens de consommation durable ou à investir dans l'immobilier qu'ils redoutent que la crise de la dette déprécie leur épargne. Le taux d'épargne est tombé à 9,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre (Destatis).

**Préserver la confiance des acteurs économiques**

L'an prochain, les perspectives à l'export s'assombrissant, c'est la consommation des ménages et l'investissement qui devraient tirer la conjoncture outre-Rhin – à condition toutefois que les responsables politiques allemands et européens parviennent à préserver la confiance des acteurs économiques. Jusqu'ici, ils n'y sont guère parvenus, donnant plutôt l'impression à l'opinion « *que les marchés financiers les mènent dans le manège en les tirant par l'anneau dans le nez* », s'insurge le Conseil des Sages, citant l'image employée par le Président de la République, Christian Wulff, dans un discours tenu le 24 août. Dès lors, les recommandations qu'il formule à l'intention du gouvernement fédéral en matière de politique économique se résument à une injonction : il est du devoir de l'économie actuellement la plus compétitive de la zone Euro d'assumer ses responsabilités collectives.

« **EN EUROPE, L'ALLEMAGNE SE DOIT D'ÊTRE LE MOTEUR DE STRATÉGIES D'AVENIR** ». Et le Conseil passe en revue les champs clés de cette politique. Énergie : l'abandon du nucléaire ne peut se faire « *avec succès que dans le contexte européen* ». Finances publiques : certes, le déficit est en net recul (1,1 % du PIB cette année), mais Bund et Länder doivent accélérer leur effort de consolidation pour respecter la 'règle d'or' (voir REA 102/2011). L'encours fiscal ayant été plus important que prévu du fait de la croissance, la dette a pu être ramenée à 80,4 % du PIB, mais les engagements pris dans le cas de la crise de la dette risquent de la creuser encore plus. Dans ces conditions, « *le projet de loi de finance fédérale ne brille pas par son ambition* ». Le marché du travail doit encore gagner en flexibilité et offrir plus de programmes de (re)qualification aux moins qualifiés afin de mieux utiliser le potentiel de main-d'œuvre disponible. Enfin, les réformes de la protection sociale doivent se poursuivre pour préserver l'équilibre budgétaire actuel des caisses de retraite, d'assurance maladie, de dépendance et de chômage.

La Bundesbank se montre plus sévère encore, rappelant qu'une période de croissance est idéale pour accélérer la consolidation budgétaire et que l'Allemagne se doit de poursuivre la réforme structurelle de la protection sociale. En effet, comme l'avait rappelé le président de l'institut ifo, Hans-Werner Sinn, en 2003, peu avant l'annonce de l'*Agenda 2010*, ce qui grève les finances publiques et inhibe donc la compétitivité de l'Allemagne (elle capte encore un tiers du PIB), c'est « *la maladie de l'Etat Providence* ». Or celle-ci affecte tous les Etats de l'UE qui, se rendant à l'évidence, avaient adopté en 2000 à Lisbonne une « *Stratégie* » pour débrider leur compétitivité en réduisant les coûts d'une protection sociale hypertrophiée et reconquérir ainsi leur marge de manœuvre en matière d'investissement. Seule, l'Allemagne avait eu le courage de s'engager résolument sur cette voie – il est vrai qu'elle était alors sous le feu des critiques pour être tombée au rang de « *lanterne rouge de l'Europe* » (Sinn). Elle doit en partie aux réformes de l'*Agenda 2010* la robustesse de son économie dans la crise actuelle. Au nom de la responsabilité que lui confère ce rôle de 'modèle' au sein de l'UE, elle peut certes se prévaloir de ses acquis, mais se doit aussi d'être particulièrement rigoureuse. (*I. Bourgeois, 09-12-2011*)